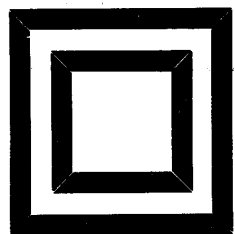


Tant que nous aurons la monarchie dans l'usine nous ne pourrons avoir la république dans la société.
Marc Sangnier



la jeune république

Pour une république socialiste et démocratique au service de l'homme

1976

Les années se suivent et ne se ressemblent pas autant qu'il y semble. Pour employer le jargon en usage, tout se passe comme si les superstructures (règles de droit, mœurs, etc...) se modifiaient avant que l'infrastructure (régime de la propriété privée des moyens de production) ne se transformât.

Des preuves ? La loi du 16 juillet 1974, portant amnistie, exclut du bénéfice de ses dispositions les infractions à la législation et à la réglementation en matière fiscale ou douanière et en matière de changes, ainsi que les délits économiques et les infractions à la législation et à la réglementation du travail.

L'année 1975 aura été marquée par l'arrestation et l'incarcération de dirigeants d'entreprises, qui ont manqué de veiller à la sécurité de leur personnel.

Le législateur et la magistrature commencent à considérer comme plus graves les délits au préjudice de la collectivité et ceux qui mettent en cause la santé et la vie des travailleurs que les atteintes à la propriété privée.

Dans divers domaines le Programme Commun de la Gauche influence le Pouvoir Giscardien !

Ces constatations ne signifient nullement que l'actuelle majorité se soit découverte une vocation socialiste. Bien au contraire. Si elle paraît céder sous la pression des forces populaires et de leurs organisations syndicales et politiques sur certains points, elle résistera sur l'essentiel et refuse, par principe, de nationaliser les holdings monopolistes et de faire passer dans les faits la formule de Marc SANGNIER qui sert de devise à la Jeune-République.

Il reste que le pouvoir de la grande bourgeoisie va sur son déclin et que se prépare la relève par une nouvelle classe sociale, dont les idées influencent d'ores et déjà la classe dominante.

1976... s'annonce donc comme une année de luttes et d'espérance, malgré la crise et à cause de la crise.

Vivre intensément l'année nouvelle dans l'effort commun des forces de progrès, voilà bien l'un des vœux de bonheur que nous présentons, parmi d'autres, à tous ceux qui participent à ce combat.



**DEMANDEZ
LISEZ
DIFFUSEZ
LE
MANIFESTE
DE
BIERVILLE
SUR LE
SOCIALISME
PERSONNALISTE**

LA JEUNE - RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Directeur Technique :
Daniel Jeanpierre

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 1956 - 12-75

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.-R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
Jusqu'à 1.000 F.	40 F
à partir de 1.000 F.	50 F
à partir de 1.500 F.	75 F
à partir de 2.000 F.	100 F
à partir de 2.500 F.	150 F
à partir de 3.000 F.	200 F etc

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, Bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

ECONOMIQUE...

Henry Perthois

anticonstitutionnel, puisque l'actuelle Constitution prescrit formellement le droit au travail, le chômage, en raison de son développement spectaculaire, est passé au premier plan de l'actualité et constitue l'aspect le plus explosif de la crise que nous subissons.

Combien de personnes disponibles à la recherche d'un emploi ? Un million selon les sources officielles ? Un million trois cents mille au dire des organisations syndicales ? Les chiffres importent moins, en fin de compte, que la réalité d'une progression que personne ne conteste. Les premiers concernés ? Les jeunes à la recherche d'un premier emploi, les femmes, les « plus de quarante ans », les handicapés, les personnes à la recherche d'un emploi de bureau ou du commerce, et la grande masse des non-qualifiés.

La crise a bon dos. On nous dit qu'elle est internationale et que l'on ne peut y trouver remède dans l'immédiat, sinon pour tenter d'en atténuer les effets. Mais dans l'hypothèse d'une relance économique, il n'est pas du tout assuré que la reprise soit créatrice d'emplois. Bien au contraire. Echaudés, les employeurs mettront l'accent sur la modernisation des outillages, la généralisation de l'automatisation, le développement de la cybernétisation. Le progrès technique nous entraîne vers le laminage généralisé de l'emploi tel qu'il est à présent conçu, avec une poussée croissante vers l'hyperqualification. Le chômage est insoluble sans le système dit « néo-libéral ».

Nos gouvernants le savent bien ; pour masquer la réalité, gagner du temps, bernier le bon peuple, ils trichent. Dans un premier temps, des mesures partielles furent prises pour tenter de dominer les effets les plus criants du chômage : garantie de ressources pour les soixante ans et plus, allocation supplémentaire dite « d'attente » à 90 % du salaire journalier de référence, en faveur des victimes de licenciements « pour raison économique ». Pour les plus jeunes, la « loi Royer » sur le préapprentissage, la prime dite « de mobilité », les actions de préparation à la vie professionnelle. Enfin, en faveur des entreprises, primes d'incitation à la création d'emplois (en faveur des jeunes), contrats emploi-formation, extension des diverses formes

de soutien du Fonds national de l'emploi, du chômage partiel, allègements fiscaux, etc.

Ces dispositions ont eu pour effet d'aggraver les disparités de revenus. Ainsi un salarié de 60 ans licencié « pour raison économique », qui pouvait s'attendre à travailler jusqu'à 65 ans et durant cette période, à percevoir une rémunération normale, bénéficiera en fait de 70 % de son salaire. Son collègue âgé de 30 ans, victime du même licenciement collectif, pourra prétendre à l'A.S.A. à 90 %. Tel autre qui n'entre pas dans les catégories sus-mentionnées percevra les allocations complémentaires d'aide publique à 11,00 F par jour et d'Assedic (s'il y a cotisé) à 35 % du salaire de référence. Et, pour la majorité, la seule aide publique (environ 300 F par mois) défalquée de 10 % l'an.

Pour ce qui concerne les jeunes, les stages de préapprentissage permettent aux établissements scolaires de se débarrasser sans peine, à partir de 14 ans, des éléments les moins brillants, et à certains employeurs d'obtenir une main d'œuvre à bon marché, tallable et corvéable à merci. Il y aurait beaucoup à dire également sur l'exploitation qui est faite des contrats d'apprentissage proprement dits, qui concernent les jeunes de 16 à 18 ans. Quant aux actions de préparation à la vie professionnelle, elles se sont traduites par un fiasco à peu près total. Il en est de même des « contrats-formation », à l'intérieur des entreprises.

La formation continue, pour sa part, a fait le bonheur conjugué de certains « marchands de soupe » patentés et de notre ministre des Finances, puisque les fonds utilisés au titre du 1 % prélevé sur la masse salariale sont versés obligatoirement au Trésor public. Le salarié n'y trouve pas nécessairement son compte. L'employeur non plus : le personnel qualifié fait toujours cruellement défaut.

L'extension du chômage partiel a permis de maintenir en activité bon nombre d'entreprises en difficulté, et d'éviter l'extension massive des licenciements collectifs. Mais, dans bien des cas, il s'agit là d'un cadeau vitriolé. Les établissements mal gérés ou au bord du dépôt de bilan continuent à s'endetter et l'échéance des licenciements n'est que reportée. Le réveil,

C... COMME CHÔMAGE

dans le premier trimestre 1976, risque d'être dur. Les responsables de l'U.R. S.S.A.F. le savent : les créances de leurs adhérents ont atteint le seuil critique, voire le point de rupture.

Ces divers recours épuisés en vain, nos gouvernants ont fait un pas de plus dans la dérobade. La thèse officielle est celle-ci : les services de l'Agence nationale pour l'emploi font l'objet de critiques ; certains milieux patronaux et professionnels font mine de douter de la réalité des demandeurs d'emploi. Une opération en deux temps trois mouvements a donc été menée pour en réduire le nombre. Les services de l'A.N.P.E. ont reçu trois inventaires successifs des demandeurs d'emploi disponibles inscrits depuis plus de six mois, plus de trois et moins de trois mois. A partir de ces inventaires, une première lettre est adressée aux demandeurs d'emploi « non secourus », suivie dix jours plus tard d'un second document. Si les destinataires de ces lettres ne répondent pas ou répondent mal — parce qu'ils sont momentanément absents, ou qu'ils n'en comprennent pas les termes — ils sont systématiquement radiés, même s'ils se présentent régulièrement au contrôle bimensuel.

Les organisations syndicales ont vivement protesté, à juste titre, contre cette opération dont le caractère politique est évident et qui ne vise en fait qu'à réduire artificiellement et momentanément le chiffre officiel des demandeurs d'emploi. alors que des dispositions particulières sont prévues depuis longtemps pour serrer au plus près la réalité des « chômeurs ». Cette directive est apparue au personnel de l'A.N.P.E. comme une sorte de « contrôle du contrôle » et une grève de 24 heures, dont la presse a peu parlé, a été largement suivie le 4 novembre dernier.

En vérité, il s'agit là d'un faux problème. La vraie question, bon nombre de responsables se la posent mais aucun n'a voulu en la matière prendre ses responsabilités. Chacun sait qu'il existe en fait dans les fichiers de l'A.N.P.E. un certain nombre de « marginaux » — handicapés non reconnus comme tels, éthylliques ou associaux notaires, « chômeurs professionnels », selon la terminologie consacrée, mères de familles nombreuses, etc — qui répondent théoriquement aux critères légaux du demandeur d'emploi, mais

qui en réalité ne le sont pas, ou sont difficilement reclassables sur le marché du travail. Ces marginaux se soumettent régulièrement et volontairement au contrôle, pour préserver leurs droits sociaux. Dans un tout autre régime, ils n'auraient pas leur place — sauf à titre occasionnel — à l'A.N.P.E. Ils seraient pris en charge par un organisme tiers, à mi-chemin entre la Sécurité sociale et les services de l'Agence.

S'il existe ainsi une ambiguïté quant à la définition précise du demandeur d'emploi, l'approche des relations encore employeurs et services de l'A.N.P.E. est tout aussi confuse. Un employeur a toute liberté de recruter qui il veut, aux conditions qu'il veut — dans les limites fixées par le code du travail et les conventions collectives —. L'intervention de l'A.N.P.E. est guidée par le jeu du chat et de la souris. L'A.N.P.E. dispose d'un réseau de prospecteurs piaciens dont le rôle est de visiter les entreprises, de recueillir des offres d'emploi, ainsi que toutes informations sur la politique du personnel. En période « normale », le système fonctionne cahin-caha. Mais avec la crise actuelle, les listes d'attente s'allongent aux bureaux d'embauche. Les employeurs, dans le souci de limiter les risques, ont tendance à recruter « au rabais », sur des postes temporaires ou à temps partiel. Pour comprimer leurs frais de gestion — et il s'agit là souvent d'un faux calcul ! — ils n'hésitent pas à faire appel à des entreprises de travail temporaire, ou même à créer de toute pièce des bureaux d'intérim bien à eux. A la limite, certains établissements qui enregistrent un « turn over » important, finissent par « ignorer » totalement l'A.N.P.E.

La solution est dans la réactualisation de la loi du 24 mai 1945, tombée en désuétude : elle consiste à contraindre l'employeur à faire connaître à l'A.N.P.E. toutes ses offres d'emploi avant de les pourvoir, à examiner en priorité les candidatures des demandeurs d'emploi disponibles présentés par l'Agence tout en laissant intacte souhaitable que les « marchands de sa liberté de choix. En outre, il serait souhaitable que les « marchands de travail » que sont les entreprises de travail temporaire passent sous le contrôle absolu et exclusif de l'A.N.P.E. Chacun jouant carte sur table, cet effort de clarification porterait rapidement ses fruits, dans l'intérêt de tous.

Enfin, un effort considérable de simplification des formalités administratives devra être entrepris ; le piteux spectacle de fils de « chômeurs » en attente du « pointage » est de nos jours intolérable. Il conviendra en outre de généraliser les expériences de guichet unique, de dossier unique Alde-publique-Assedic déjà entreprises çà et là.

SOCIAL

Les LEÇONS de l'HISTOIRE

Jean Pralong

Un trentième anniversaire passé inaperçu : celui des Ordonnances d'Octobre 1945 (Parodi-Laroque) qui ont créé la SÉCURITÉ SOCIALE, faisant suite aux ASSURANCES SOCIALES (1^{er} juillet 1930).

La SÉCURITÉ SOCIALE a été certainement la plus belle et la plus populaire des institutions qui ont vu le jour, en France, depuis la guerre. Elle est une conquête des militants ouvriers qui, après des années de luttes, ont obtenu gain de cause au sein du Conseil National de la Résistance (C.N.R.), envers la classe sociale qui fut la principale victime des crises économiques et de la guerre.

La SÉCURITÉ SOCIALE visait à établir une véritable solidarité nationale, une réelle redistribution des revenus. Ceci résulte de l'exposé des motifs de l'Ordonnance de base du 19 octobre 1945. A la Libération, les hommes au pouvoir, issus de la Résistance, voulaient que la SÉCURITÉ SOCIALE soit étendue à toute la population, gérée démocratiquement par des élus, les Conseils d'Administration devant être composés en majorité de représentants des assurés, présentés par les syndicats de travailleurs, mais aussi les associations mutualistes. La SÉCURITÉ SOCIALE pour la Redistribution des Revenus, voulait supprimer les inégalités devant les risques inhérents à la vie.

Idee à la fois ambitieuse et généreuse, mais, que constatons-nous trente ans après ?... Certes, le bilan n'est pas négatif, mais le premier objectif « suppression des inégalités » n'a pas été atteint. Régimes spéciaux et autonomes pullulent. Régimes complémentaires viennent suppléer aux insuffisances du régime général. Le budget de la SÉCURITÉ SOCIALE, tous régimes confondus, dépasse celui de l'Etat. Qu'en sera-t-il de son financement ? Notre « régime libéral » — se disant avancé — ne pourra le réaliser : un million de chômeurs, 7.021.900 personnes âgées de plus de 65 ans pour une population totale de 52.674.800 habitants, soit un pourcentage de 13,33 %.

M. CEYRAC, le « patron des patrons » est pour la retraite à 60 ans, pour les manuels, les professions pénibles, idée qui paraît sociale et humanitaire, mais, demain, on ne remplacera pas ces O.S. ou O.P. par des jeunes travailleurs. On mécanisera davantage.

L'assiette des cotisations patronales ne peut plus être assise sur les salaires. Contradiction du régime libéral



capitaliste. Quant à la démocratisation du régime, qu'en est-il ? Depuis les Ordonnances de 1967, de M. JEANNEY, les employeurs — ou leurs délégués — occupent la moitié des sièges des Conseils d'Administration ; les représentants des syndicats ne sont plus élus mais désignés, dans une proportion qui ne tient pas compte de l'influence des Confédérations syndicales, à tel point qu'il suffit de un ou deux représentants de « faibles syndicats », pour fausser cette représentation dite paritaire.

La SECURITE SOCIALE, contrairement à ce que voulaient ses fondateurs, devient en fait une « administration » comme les autres, en raison de la pesante tutelle administrative qui aboutit à une bureaucratie tatillonne, à une technocratie sans âme.

Comment en sommes-nous arrivés-là trente ans après la Libération ? Comment les hommes issus de la Résistance, qui voulaient faire « la Révolution par la Loi » se sont-ils laissés prendre le pouvoir ? Cela a commencé en Mai 1947, lorsque Ramadier a renvoyé les communistes et a permis, après la Troisième Force, aux Cabinets Centre-Droit ou Centre-Gauche, de prendre le Pouvoir.

Il s'agit, pour le SOCIALISME d'envisager le problème de la démocratisation de l'appareil de production et de l'autogestion sociale. « La Démocratie, disait Marc SANGNIER, est le régime qui permet aux individus de prendre une part de plus en plus grande à la direction des affaires publiques. » La socialisation des moyens de production ne peut se réaliser que par un processus d'extension du pouvoir des travailleurs.

L'objectif du socialisme est la libération de l'homme. C'est cela le SOCIALISME PERSONNALISTE. Mais, si la liberté est menacée par la technocratie et par le pouvoir de centralisation qui l'accompagne, il importe essentiellement que la Classe ouvrière, qui veut être la classe dirigeante de demain, se substituant à la bourgeoisie qui a pris le pouvoir en 1789, ne « s'embourgeoise » pas, elle aussi, et veuille réellement les conditions de la régénération sociale. Que les forces populaires, syndicales et démocratiques sachent s'unir et faire taire leurs divisions. Telles sont les réflexions de ce trentième anniversaire passé inaperçu.

ADHÉRENTS, AMIS, ABONNÉS

Renouvelez dès aujourd'hui

**COTISATIONS ABONNEMENTS
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**

Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE

Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz

92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

C.C.P. PARIS 20.896-71



LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Claude-Roland Souchet

L'évocation des anniversaires actualise des faits anciens, dont les conséquences se manifestent présentement.

Le 26 juin 1945, la Charte des Nations Unies est adoptée pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre » et permettre de recourir « aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples ».

En avril 1955, la Conférence Afro-Asiatique de Bandoung, en Indonésie, préconise la coopération entre Etats nouvellement indépendants mais économiquement sous-développés et puissances industrielles.

Du 1^{er} au 15 septembre 1975, la VII^e Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies a traité des questions du développement et de la coopération économique internationale.

En trente ans, une centaine d'Etats nouveaux sont venus siéger à l'O.N.U. et ont modifié le rapport de forces entre, d'une part l'occident capitaliste et d'autre part les pays socialistes et ainsi que ceux qui se sont délivrés du colonialisme.

Il serait tout de même inexact de couper la planète en deux camps ou en trois. C'est ainsi que pour assimiler le sionisme au racisme, il se trouve des Etats progressistes associés à l'Espagne fasciste. Preuve que le phénomène sioniste échappe à une analyse strictement politico-économique. Il doit faire intervenir, dans la recherche de ses causes, des facteurs psychologiques et culturels non réductibles à l'impérialisme.

Reste qu'une décolonisation à peu près complète exige l'instauration d'un « nouvel ordre économique international » conformément à la résolution des Nations Unies du 1^{er} mai 1974.

Avec le déclin des Etats-Unis, comme super-puissance mondiale tout se passe comme si la multiplication des Etats prolétaires (70 % de la population et 30 % du revenu mondial) remettrait en cause la nature et la forme des relations entre pays développés capitalistes et pays en voie de développement.

L'un des aspects de cette remise en cause se concrétise par la crise économique qui, du Japon à l'Europe Occidentale, aggrave en ces régions le chômage et l'inflation depuis le début de

1974. Ces Etats ont alors tendance, par multinationales interposées, à exploiter davantage les pays du Tiers Monde en payant matières premières et main-d'œuvre au moindre prix pour améliorer leur situation économique, ou la sauver du désastre.

Mais, dans ce temps de crise, la coopération internationale fondée sur les notions d'équité et d'égalité souveraine entre les Etats, se manifeste par le nombre et l'importance des grandes Conférences sur la population (Budapest), l'alimentation agricole (Rome), le développement industriel (Lima), le droit de la mer (Caracas).

En fait, il s'agit de doter les pays en voie de développement d'une technologie adaptée à leurs besoins et de les faire participer à la mise en valeur des richesses du globe, en cessant de maintenir les positions dominantes des Etats industriellement avancés.

Une communauté internationale pourrait ainsi se constituer, si, par ailleurs, la prolifération des armes atomiques et la course aux armements ne risquaient pas de compromettre l'avenir de l'espèce humaine. C'est surtout pour barrer la route à cette entreprise de destruction totale que s'est réunie, cet été, à Helsinki, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, qui était composée de trente trois nations européennes, ainsi que des Etats-Unis et du Canada. Deux thèmes majeurs sont apparus au cours des débats : la volonté des pays socialistes de faire reconnaître l'inviolabilité des frontières ; la volonté des pays occidentaux d'obtenir des concessions, pour que les idées et les personnes circulent librement à l'Est comme à l'Ouest.

Même si la crise économique incite l'occident à développer les industries d'armement pour pallier le chômage, même si les structures des Etats socialistes briment trop souvent encore les libertés du citoyen, il n'en demeure pas moins que ni la guerre, ni la famine, ni le goulag ne sont des fatalités.

L'esprit de paix qui guidait Marc SANGNIER, la confiance qu'il portait aux hommes nous invitent à agir, à tous les niveaux, (local, national, voire mondial) pour que la sécurité et la coopération deviennent des réalités, dans les relations internationales.

La survie de l'humanité est en jeu.

LE MICROCOSME CAMBODGIEN

Gérard Brissé

Il n'a rien perdu de sa verve caustique, de son sens de l'humour, de son inépuisable énergie, de sa courtoisie raffinée. La chevelure est piquetée de poivre et sel, mais les années ne paraissent pas avoir de prise sur ce quinquagénaire débordant de vitalité.

Avec le souci de l'hospitalité, sobre et chaleureuse tout à la fois, dont il est coutumier, Norodom Sihanouk, accompagné de son épouse, Madame Monique Sihanouk, reçoit, le 10 octobre, sous les lambris dorés de l'Hôtel de Crillon, quelques amis et fidèles. L'ambiance est très amicale et détendue. Norodom Sihanouk aborde d'abondance les sujets les plus variés, tantôt se fait le porte parole de la Résistance, tantôt évoque son propre rôle dans l'actuel régime.

Lorsque je lui parle de l'avenir, du sihanoukisme, il a visiblement l'air accablé : « Il y a encore beaucoup à faire... ». Il voulait un Cambodge « cambodgien », dans la lignée des souverains bâtisseurs, qui édifièrent tout un réseau de canaux d'irrigation, d'hôpitaux, de routes, d'écoles, s'inspirant des sages préceptes du plus ancien socialiste des socialistes connus, le Bouddha. Son socialisme bouddhique, communautariste et volontariste, c'est un peu, en quelque sorte, le pendant asiatique de notre socialisme d'inspiration personaliste.

Il souhaitait un Cambodge indépendant et neutre, qu'il avait proclamé tel dès novembre 1953 et qui fut confirmé comme tel quelques mois plus tard, aux conventions de Genève de 1954. Il avait choisi la voie la plus difficile et la plus enrichissante, entre les séductions d'une adhésion à l'OTASE et à l'aire d'attraction américaine, et le rattachement pur et simple au bloc socialiste.

Contre cette politique du bon sens, les « Khmers serei » (les « Khmers libres ») pro-américains ont « gagné » la première manche en mars 1970 avec le régime « républicain » à bannière étoilée inspiré et animé par M. Son Ngoc Thanh, stipendié officiellement par la C.I.A. américaine.

En 1953, les « Khmers Vietminhs », soutenus par le camp socialiste, occupent une portion du territoire khmer, la province de Stung Treng notamment. Une opération militaire dite « opération

SAMAKKI » est engagée pour les déloger. « Nous n'avons pas eu à tirer un coup de fusil », dira plus tard Norodom Sihanouk. Entre temps, l'opération diplomatique qu'il avait menée pour préserver l'unité de son pays avait porté ses fruits. Les pays socialistes avaient décidé de reconnaître ipso facto l'intégrité territoriale, la neutralité, l'indépendance du Cambodge. Les cadres Khmers vietminhs, une poignée d'intellectuels, en majorité issus de la communauté « khmère krom » du Sud-Vietnam, se replièrent en territoire nord-vietnamien. Bien entraînés, formés aux dures réalités tonkinoises, ils réactiveront par la suite des embryons de maquis, dès qu'ils estimeront que la neutralité cambodgienne « penche » un peu trop du côté de l'Ouest. Stung Kranhung, Samlaut, etc, autant de cheminement de cette subversion qui sera alimentée, notamment à partir de 1963, puis de 1966, par des transfuges « Khmers rouges »...

Que ces cadres « Khmers vietminhs » constituent aujourd'hui les éléments les plus actifs — et les plus discrets — du nouveau régime qui s'est instauré au Cambodge, ne fait aucun doute. Ils s'appuient notamment sur les paysans pauvres des provinces excentriques, pour tenter de promouvoir une « dictature du prolétariat » dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne manque pas de vigueur, voire de rigueur. Les « Khmers rouges » et les sihanoukistes modérés n'ont pour l'heure que des rôles de second plan, même si certains noms sont mis en avant, ceux du triumvirat de la Résistance notamment : Hu Nim, Hou Yuon et Khieu Samphan.

Ainsi évoluent bon nombre de Résistances qui, la victoire acquise, poussent au premier rang, dans un premier temps, les éléments les plus « durs ». A cet égard, le Cambodge est un microcosme du monde contemporain qui, dans l'agonie d'un système économique, secrète, à l'extrême droite comme à l'extrême gauche, des pouvoirs autoritaires, activés par des minorités agissantes.

La révolution amorcée au Cambodge se veut « pure et dure » mais, pour l'heure, elle s'appuie, il est vrai, sur des réalités économiques très particulières. La guerre de cinq ans imposée par Nixon et Cie a laissé le pays exsangue : les bombardements intenses, qui ont fait près d'un million de

victimes et laissé des centaines de milliers d'handicapés, ont détruit le fragile réseau d'irrigation qui faisait la richesse du royaume autour de la capitale, où la population s'était massivement regroupée. Nourrir et ravitailler dans de telles conditions près de trois millions de personnes « improductives » relevait, à la Libération, de la gageure. « Nous avons dû faire face à des difficultés insurmontables, difficilement compréhensibles en Occident », m'expliquait M. Keat Chhon.

Les dirigeants de la Résistance durent assumer cette rude tâche de reconstruction nationale, avec des moyens dérisoires. Le sentiment, cher au cœur des Khmers, de la fierté et de la dignité nationales, l'emportèrent sur le désir de faire appel à l'aide étrangère. Déjà N. Sihanouk avait mis en garde ses compatriotes contre l'aide américaine, « cadeau empoisonné » qui n'aurait pour effet que d'entraîner une corruption généralisée. Les événements lui ont donné raison.

Cette ligne politique n'est toutefois pas dénuée de bavures. Si l'on en croit le témoignage de François Ponchaud dans le journal « La Croix-L'Événement » des 24 et 25 octobre dernier des massacres, dont Jean Lacouture a fait écho également dans « Le Nouvel Observateur », auraient été perpétrés ici et là, notamment dans la province de Battambang, grenier à riz du royaume. Faute de pouvoir recueillir sur place de tels témoignages, nous les accueillerons avec toute la prudence qui s'impose en pareil cas. Nous regrettons seulement qu'en dépit des difficultés que nous imaginons aisément, les chefs de la Résistance cambodgienne ne facilitent pas l'entrée dans leur pays de témoins impartiaux.

Quant à Norodom Sihanouk il demeure dans l'expectative. En son for intérieur, il ne peut accepter d'être partie ou complice d'un régime dont il n'approuve pas l'orientation idéologique. Mais il sait aussi que, par delà la nécessaire transition qui, de toute façon, aurait imposé d'énormes sacrifices, l'immense majorité de la population khmère lui reconnaît un rôle irremplaçable de rassembleur, voire d'animateur de la collectivité nationale. Il suppose que, tôt ou tard, les révolutionnaires auront recours au sihanoukisme comme contrepoids à des mesures prises sous le coup de la nécessité, comme élément de modération et d'équilibre ; en contrepartie, la doctrine sihanoukienne qui, dans le passé, a su mêler harmonieusement l'ascèse bouddhique à la donnée socialiste, doit trouver dans l'élan révolutionnaire le levier qui lui a manqué dans le passé pour concrétiser et mener à terme certaines réformes de structures.

En attendant, Norodom Sihanouk s'efforce de conforter sur la scène internationale le rôle traditionnel d'un Cambodge neutre, non-aligné, qui se veut pour l'avenir une rassurante Yougoslavie de l'Asie.

UN PEU D'HISTOIRE :

La J.-R. dans la Résistance

Paulin BERTRAND

Alcide Morel

Il paraît intéressant que nos nouveaux camarades sachent que les textes de l'émission « Les Français parlent aux Français » diffusés par la BBC de 1940 à 1944 « commencent à être publiés par la DOCUMENTATION FRANÇAISE sous la direction de J.L. Crémieux. Mais il est mentionné que « c'est seulement en Février 1942 que Jean OBERLE révèle aux éditeurs de la BBC l'existence de la presse clandestine française, à la suite de la venue à Londres, en janvier 1942, sous le nom de Paul SIMON, du représentant du journal « VALMY ».

PAUL SIMON n'est autre que Paulin BERTRAND, actif militant de la Jeune-République — depuis sa fondation jusqu'en 1939 — l'un des 5 fondateurs (tous Jeunes-Républicains) du réseau VALMY l'un des premiers réseaux de la Résistance Française. Avec notre accord, en liaison avec l'O.C.M., il embarque clandestinement, via un port breton, pour l'Angleterre où il arriva fin décembre 1941 et où il prit contact avec Maurice SCHUMANN qui le connaissait bien comme militant J.R. Les écrits qu'il publia, les relations qu'il établit, les conférences qu'il fit, apprirent aux Français émigrés à Londres ((et firent connaître aux Britanniques) comment se comportait et combien souffrait réellement le peuple français en général, les Parisiens en particulier, réagissant et s'organisant contre l'occupation et l'oppression hitlérienne et contre la trahison pétainiste...

La portée de l'arrivée de PAUL SIMON à LONDRES est relatée dans ses « Mémoires de Guerre » par le Général de Gaulle qui salua en lui « le représentant des obscurs combattants du Front de France » !... Paulin BERTRAND, pas plus que Pierre BOURDAN et ses confrères non gaullistes (du Cercle Jean-Jaurès de la BBC), ne put s'adapter ni aux méthodes personnelles du Chef de la France-Libre, ni aux menées politico-militaires d'une certaine caste qui l'entourait... Ce Résistant de la première heure, incapable de servilisme, d'opportunisme, d'arrivisme ou d'attentisme, se vit suspecté et écarté !... Grand blessé de la guerre de 14/18, désarmé dans son exil, il mourut relégué vers la banlieue éloignée de Londres, le 18 juin 1945. Qu'il reste parmi ceux des nôtres qui, avec Raymond BURGARD, ont servi l'honneur et la liberté.

● LA MÉTAPHORE VIVE

● SENS ET EXISTENCE EN HOMMAGE A PAUL RICŒUR

Les Editions du SEUIL publient ces deux ouvrages, qui montrent l'importance, pour notre temps, du philosophe Paul RICŒUR. La progression de ses recherches, du mot au discours, marque un itinéraire, dans une interprétation toujours plus accentuée du linguiste : la métaphore d'invention, créatrice de sens, signifiant une nouvelle réalité, au-delà de la structure interne d'un langage codifié. Progression constante à travers plusieurs disciplines de la linguistique.

Des auteurs sont venus éclairer et prolonger l'œuvre de Paul RICŒUR.

GADAMER voit dans la mort l'autre face de la vie, telle la face non éclairée de la lune qui appartient à la totalité de la planète.

Emmanuel LEVINAS médite sur l'art, ce pont lancé vers autrui par la ciselure des mots, cette épiphanie de l'autre, dans un mouvement qui débouche sur la transcendance.

Mikel DUFRENNE disserte sur l'esthétique de Paul VALÉRY, dont une relecture, aujourd'hui, ranime l'œuvre entière.

Mircea ELIADE rappelle la conception orphique et platonicienne de l'immortalité : l'âme, captive d'un corps-tombeau, ne se libère vers la vraie vie que par la mort.

Vianney DECARIE s'attache à définir la vertu parfaite selon ARISTOTE : qualités morales et intellectuelles, dont la justice est le fondement et le bonheur, la résultante.

Stéphan STRASSER évoque une pluralité des mondes d'un nourrisson, monde d'un primitif, monde d'un Européen ouvrier d'usine, ou d'un ouvrier d'usine européen, etc... Ces ensembles forment des totalités, aux structures distinctes.

Cornelius VAN PEURSEN ajoute au structuralisme la dimension diachronique de l'histoire et voit dans la continuité une condition de l'identité, c'est-à-dire le refus de l'absorption par l'environnement, absorption qui trouve son contraire dans un échange dynamique, dialectique, avec l'environnement d'un sujet doué d'intention.

Charles TAYLOR insiste aussi sur la visée vers un but, qui donne une signification à l'extériorisation d'une subjectivité intentionnelle. La psychanalyse peut servir d'instrument pour corriger les non-sens et les contre-sens du texte d'une vie, qui subit refoulements, fixations, mécanismes répétitifs. Il a été

NOTES DE

dit que l'inconscient était structuré comme un langage mais il ne faut pas éluder le caractère énergétique du désir.

Michel HENRY montre combien l'action est donatrice de sens. Agir et comprendre le monde, c'est se comprendre soi-même. Le marxisme récuse l'idéalisme qui voudrait expliquer les relations concrètes des individus par un appareil pré-existant de concepts et d'idées.

PHILIBERT rappelle cette phrase célèbre de MARX dans « L'INTRODUCTION GÉNÉRALE A LA CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE » : « L'anatomie de l'homme est la clé de l'anatomie du singe ».

En clair, l'analyse de la société capitaliste permet de comprendre la société féodale. L'existence précède les sens. Elle devance la conscience.

André DUMAS revient plus directement à l'œuvre de Paul RICŒUR dans laquelle il découvre une tentative de « rappeler la totalité du discours humain sans s'épargner la dislocation de ses spécificités, de faire prédominer le sens et la promesse, sans omettre la structure ni la rigueur ». Il préfère le projet limité mais réaliste aux projections de l'idéalisme. C'est dans la continuité des actes que le sens se reconnaît. A posteriori.

Mais une histoire, précise Antoine MAQDICI, n'est pas d'un seul tenant. A travers ruptures et volte-face, mais aussi repentirs et conversions, elle se totalise dialectiquement dans une œuvre. Le sujet est un ensemble structuré mais aussi une énergie. Il se transforme en interprétant les signes de sa vie. L'herméneutique est perpétuelle transformation qualitative de la conscience de soi, écrit l'auteur. L'être est saisi dans un mouvement : jeu de pulsions, selon FREUD, et lutte de classes, selon MARX, tandis qu'il est menacé par des forces d'oppression, intériorisées par la conscience (surmoi) et extérieures, objectives, comme l'exploitation des travailleurs. Malformations psychiques et malformations économiques se rejoignent lorsque la violence s'exerce aussi bien par la structure du psychisme que par celle d'une société de classes.

L'œuvre d'art novatrice, selon Peter KEMP, est critique de cette société mais aussi désir, ouverture, promesse d'un ailleurs et d'un monde meilleur.

Cl.-R. S.

LECTURE

QUOI QU'IL EN COUTE par Georges Montaron

Il est beaucoup question de la Jeune République dans l'ouvrage de Georges Montaron : « QUOI QU'IL EN COUTE », qui vient de sortir chez Stock dans la collection « Les Grands Journalistes » dirigée par notre ami Claude Glayman, ancien collaborateur de « Réforme » et de « Combat ».

Ce n'est pas surprenant ; de la Résistance à l'époque actuelle, la J.-R. et les groupes du Témoignage chrétien se sont retrouvés à mainte reprise dans un même combat pour la Vérité et la Justice : Claude Gault fut un temps rédacteur en Chef de notre revue, où il fit ses premières armes avant d'exercer les mêmes fonctions à T.C. Et c'est toute l'histoire de notre Parti qui ressurgit au fil du livre de G. Montaron, en particulier en pages 141-142 où il écrit en conclusion : « La J.-R. continue ».

Par delà les qualités personnelles de l'auteur et l'indéniable talent de l'écri-

vain, du polémiste, de l'orateur, la lecture de « Quoi qu'il en coûte » est très instructive, notamment pour celui qui, comme moi, a pris le train en marche dans les années 55-57. Venu à l'engagement militant à travers la Résistance et au journalisme par la J.O.C., Georges Montaron a participé à toutes les tentatives de regroupement des forces de Gauche. Il voit dans le développement actuel du P.S. une sorte d'aboutissement, la consécration de son propre rêve d'un grand rassemblement travailliste. Reste à savoir si la fusion de divers courants au sein d'un seul et unique parti ménage l'originalité de ses composantes ou au contraire entraîne leur anéantissement ou prépare les scissions futures. A voir l'impact réel des anciens militants J.-R. au sein des diverses formations qu'ils ont été amenés, de leur propre gré, à rejoindre : P.S.A., U.G.S., P.S.U., P.C., P.S., etc... on ne peut être que fort sceptique. Etre complémentaires, c'est aussi être différents : l'avenir tranchera.

G. B.

POINGS D'EXCLAMATION par Claude Gault

Le titre même de ce bloc-notes montre que si l'auteur est un lyrique, c'est un militant qui répond à l'événement, à ces événements de la période 1971-1975. Un militant qui n'est pas né d'hier : nous avons retrouvé une lettre du rédacteur en chef de la JEUNE-REPUBLIQUE datée de novembre 1958.

Claude GAULT affine ses pointes d'humeur et d'humour, ou de compassion, chaque semaine, dans Témoignage Chrétien, pique le fait politique, l'analyse, l'expose, le réunit avec d'autres jusqu'à composer une chronique, la nôtre, avec un certain regard.

D'accord ou non, le lecteur réagit en tournant les pages de cette éphéméride, où le chrétien et le socialiste se rejoignent, pour un même combat. Plume au poing. Cl.-R. S.

PORTRAIT : BERNARD LAVERGNE

bernard Lavergne nous a quitté. La dernière fois que je l'ai revu, il portait allègrement ses quatre vingt neuf ans. Son esprit en éveil s'intéressait à tout, disséquait tout, s'interrogeait aussi bien sur les méfaits de la politique américaine en Asie que sur les suites fâcheuses du désordre monétaire international, et il recherchait auprès des ambassades confirmation ou infirmation de ses propres analyses.

Avec Bernard Lavergne disparaît l'un des pionniers du socialisme coopératif. Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris, fondateur avec Charles Gide en 1921 de la « Revue des Etudes coopératives », il avait pratiquement abandonné cette collaboration pour se consacrer à l'« ANNÉE POLITIQUE ET ECONOMIQUE » qu'il avait fait paraître, pratiquement sans interruption, depuis

1925, et dont un numéro posthume doit encore sortir des presses. Son idéal, qui mériterait de longs commentaires, prenait son point de départ dans une constatation très simple : tous les citoyens sont consommateurs, alors qu'une partie d'entre eux seulement sont producteurs. Et s'il est vrai que les premiers dépendent des seconds pour leur subsistance, il n'est pas normal que les producteurs soient les seuls maîtres de l'économie. L'avenir consacra « L'Hégémonie du consommateur » (titre de l'un de ses nombreux ouvrages). D'où la nécessité pour les consommateurs de s'organiser en tant que tels, d'obtenir d'être représentés aux conseils d'administration des entreprises et dans les différentes assemblées représentatives.

Ses théories sont plus particulièrement explicitées dans deux numéros spéciaux de « L'Année politique et économique » : « Le socialisme à visage humain » de février 1971 et « Comment rendre au Parlement son autorité légitime », de mars 1974. G. B.

HISTOIRE ET PSYCHANALYSE

par Saül Friedlander

Cet essai vise à l'étude d'une « histoire totale », qui intégrerait l'analyse des faits psychologiques, sans pour autant les privilégier. La psychanalyse aurait ainsi un mot d'explication à donner, à partir d'un matériel historique : recherche des motivations profondes des personnalités de premier rang et des groupes.

Si la psychothérapie est anamnèse, l'histoire est mémoire, recherche des événements d'un passé, affleurement d'une conscience. Individus et nations se caractériseraient par une structure inconsciente, qui se manifesterait par un comportement répétitif. Des concordances, ainsi qu'une interaction, pourraient être mises à jour entre configuration sociale et configuration personnelle, à condition de saisir les phénomènes selon une dynamique du développement. Personne et société révèlent une quête d'identité (continuité et cohésion interne). Cette poursuite d'une unité dans le temps s'accomplit à travers un dépassement et une intégration dialectique des contradictions, selon un besoin de communauté particularisée (personnalisation du groupe). Les aspirations régionalistes d'aujourd'hui pourraient être interprétées selon cette optique.

L'auteur compare la décision politique à une œuvre d'art. L'homme du 18 juin 40 ne façonnait-il pas artistement, dès l'enfance, la stature du Général de Gaulle ?

Comment aussi donner une histoire de la folie, à la manière de Michel FOUCAULT, sans analyser le contexte global qui entoure, à une époque déterminée, l'institution psychiatrique ? La psychohistoire des mentalités complèterait, selon FRIEDLANDER l'étude des structures socio-économiques. Cette science encore dans les limbes pourrait proposer une explication du succès de l'américan way of life dans des pays comme l'Allemagne Fédérale et le Japon qui subirent, voici plus de trente ans, des régimes durement autoritaires et hiérarchisés. Mais il ne faudrait pas sous-estimer l'essor industriel si important dans ces deux pays, où l'abondance des biens de consommation a modifié la conscience collective, sans que l'influence du modèle américain puisse être mesurée. Il reste que malgré une approche prudente et modeste de la psychohistoire, FRIEDLANDER minimise le rôle des luttes sociales et des idéologies. La lecture de l'histoire qu'il propose ne devrait pas pouvoir être comparée à l'arbre qui efface la forêt. Attendons la suite qu'il entend apporter à ses méthodiques investigations.

Cl.-R. S.

La Jeune République

PARTI SOCIALISTE PERSONNALISTE

UNE HISTOIRE

FONDÉE PAR MARC SANGNIER EN 1912, LA JEUNE-RÉPUBLIQUE a toujours marqué, à la suite de son fondateur, l'attachement qu'elle porte aux valeurs morales et spirituelles. Cette simple affirmation peut faire sourire aujourd'hui. Mais la grandeur d'un parti ne résulte pas uniquement du nombre de cartes prises en cours d'année mais aussi de sa durée dans l'histoire et de ses prises de position à des moments décisifs.

Le Président JEAN LEROY, DÉPUTÉ DU FRONT POPULAIRE, raconte encore ses deux inoubliables voyages dans l'Espagne Républicaine en lutte contre la rébellion fasciste. Notre camarade Alcide Morel évoque souvent la mémoire de Raymond Burgard, militant J.-R. assassiné par les Nazis.

Chacun connaît L'OPPOSITION DE NOTRE PARTI A LA V^e RÉPUBLIQUE DÈS SON ORIGINE EN MAI 1958, sa participation aux manifestations pour la Paix et l'Indépendance des peuples d'Algérie et d'Indochine, pour la démocratisation de la Grèce, contre le putsch fasciste au Chili, pour la défense et l'extension des libertés en France, pour les luttes revendicatives des travailleurs.

Il n'est pas superflu d'indiquer que les candidatures « Jeune-République », en mars 1965, sur les listes d'Union Démocratique, ont préparé, de même que l'adhésion au Cartel des Usagers des Transports en Commun ou à celui dirigé contre la loi anticasseur, la conclusion du PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE AUQUEL NOTRE PARTI A ADHÉRÉ LE 14 JUILLET 1972.

La JEUNE-RÉPUBLIQUE a toujours honoré ses engagements, c'est-à-dire que ses militants — fussent-ils députés comme en juillet 1940 à Vichy — sont restés fidèles à leur parole et à leur idéal. Cette cohérence dans le temps fait exister un parti et lui vaut le respect de ses alliés comme de ses adversaires.

EN 1974, LE PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE C'EST CE PASSÉ, PLEINEMENT ASSUMÉ QUI S'OUVRE SUR L'AVENIR, AVEC LE SOCIALISME PERSONNALISTE. CETTE DOCTRINE ENTEND PORTER AU MAXIMUM LA CONSCIENCE ET LA RESPONSABILITÉ DE CHAQUE CITOYEN DANS LA NATION, MAIS AUSSI DE CHAQUE TRAVAILLEUR DANS L'ENTREPRISE.

PAR-DELA LE THÈME, insuffisamment approfondi de L'AUTOGESTION, UNE CONCEPTION TOTALISANTE DE L'HOMME — DE TOUT HOMME ET DE TOUS LES HOMMES — EST PROPOSÉE. Sa mise en pratique dépend, pour une large part d'une adhésion critique au mouvement des masses, avec elles et pour elles.

QUELQUES DATES

- 1912 Fondation de la Ligue de la JEUNE-RÉPUBLIQUE, par MARC SANGNIER.
- 1914 Campagne électorale de Marc Sangnier à Vanves.
- 1919 Marc Sangnier élu à la Chambre des Députés.
- 1921 } Congrès internationaux de la Paix.
- 1932 }
- 1935 LA JEUNE-RÉPUBLIQUE adhère au FRONT POPULAIRE.
- 1936 LA JEUNE-RÉPUBLIQUE DEVIENT PARTI POLITIQUE.
- 1940 Les députés du Parti de la Jeune-République disent NON à Pétain à Vichy.
- 1940 } Résistance - Déportations - Libération.
- 1944 }
- 1950 Mort de Marc SANGNIER.
- 1958 LE PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE dit NON à la monocratie gaulliste et au pouvoir personnel.
- 1958 } Le PARTI de la JEUNE-RÉPUBLIQUE participe aux actions communes de la gauche et adhère au Programme Commun de Gouvernement de la Gauche.
- 1974 }
- 1966 Congrès du 26 juin 1966 : nouveau préambule aux Statuts du Parti de la Jeune-République : LE SOCIALISME PERSONNALISTE.
- 1972 Le Parti de la JEUNE-RÉPUBLIQUE adhère au PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE.
- 1975 LE MANIFESTE DE BIERVILLE sur le Socialisme Personnaliste.

La masse de ceux qui hésitent encore à prendre une OPTION SOCIALISTE doit trouver au PARTI DE LA JEUNE-REPUBLIQUE une structure d'accueil.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature